

**Récépissé de déclaration d'une manifestation sportive
dénommée « COURIR A PAU »
Le Dimanche 01 Février 2026**

LE MAIRE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.411-29 à R.411-32 et R.414-3-1 ;
Vu le Code du Sport et notamment les articles L.331-1 et L.331-2, L.331-8-1, L.331-9 à L.331-12, D. 331-5, R.331-6, R.331-9 à R.331-11 et R.331-14 à R.331-17-2 ;
Vu les règles techniques définies par la fédération délégataire pour l'ensemble des manifestations de sa compétence ;
Vu le dossier déposé par l'**Association ASM** pour l'organisation de la manifestation « Courir à Pau » ;
Vu l'avis de la fédération délégataire concernée préalable au dépôt du dossier de déclaration ;
Considérant que le maire peut prescrire des mesures complémentaires pour garantir la sécurité des usagers de la route, des participants et des spectateurs, pour assurer des conditions de circulation satisfaisantes et pour préserver la sécurité publique ;

DÉLIVRE RÉCÉPISSÉ À

Monsieur FOUCAT Didier, président de l'association ASM Pau, sise 5 allée du Grand Tour à Pau, de sa déclaration relative à l'organisation le Dimanche 01 Février 2026 sur la commune de Pau d'une manifestation sportive dénommée « Courir à Pau » selon l'itinéraire joint au dossier de déclaration.

Les participants, limités à 3000 personnes, bénéficient d'un usage exclusif temporaire de la chaussée.

Cette autorisation est accordée sous réserve que l'organisateur se conforme de la manière la plus stricte aux règles techniques et de sécurité des épreuves sur les voies ouvertes à la circulation publique, faute de quoi les forces de l'ordre sont en droit d'interrompre à tout moment la manifestation.

L'organisateur doit :

- 1) Installer des barrières, de la rubalise ou du cordage de part et d'autre de la chaussée, partout où cela est nécessaire et en particulier 50 à 100 mètres avant et après la ligne d'arrivée.
- 2) Prendre, au regard du contexte, toutes les mesures afin d'assurer la sécurité maximale des participants et du public, particulièrement sur les sites de départ et d'arrivée qui seront clos et dont les accès seront filtrés.
- 3) Mettre en place des panneaux de signalisation nécessaires pour assurer des conditions de circulation satisfaisantes qui seront à retirer à l'issue de la manifestation.
- 4) Établir un local de contrôle anti-dopage.
- 5) Reconnaître l'itinéraire avant la course et signaler tous dangers (passages difficiles, travaux ou obstacles) aux concurrents.
- 6) Veiller aux obligations de sécurité des compétiteurs rendues obligatoires par le règlement technique et de sécurité de la fédération délégataire.
- 7) Disposer en permanence d'une liaison téléphonique avec un service d'urgence médicale et faciliter la circulation des véhicules de secours pour traverser et/ou emprunter le circuit.
- 8) S'abstenir de tout fléchage d'itinéraire notamment par marquage au sol, sauf utilisation de procédé (marquage jaune obligatoire) permettant le nettoyage après l'épreuve ou au plus tard dans les 24 heures qui suivent ; si nécessaire, remettre en état la route et ses dépendances.
- 9) Assurer la réparation des dommages ou des dégradations de la voie publique qui seraient imputables aux concurrents, aux organisateurs ou à leurs préposés.

10) Interrompre l'épreuve si les conditions météorologiques sont défavorables, si les conditions de sécurité ne peuvent plus être remplies ou si les mesures prises pour la protection du public et des concurrents ne sont pas respectées.

11) S'assurer que les signaleurs identifiables par les usagers de la route au moyen de gilets à haute visibilité, dont les noms figurent sur la liste jointe, sont :

- équipés du matériel réglementaire (piquet mobile à deux faces, modèle K10) ;
- présents et en place un quart d'heure au moins, une demi-heure au plus avant le passage de la course et retirés un quart d'heure après le passage du véhicule annonçant la fin de la course.

12) Mettre en place une structure médicale de premiers soins conforme au dispositif de secours mis en place par **la Croix Rouge Française** et composé de :

- 10 secouristes
- 1 ambulance
- 1 poste de secours positionné au stade André Lavie avenue du doyen Robert Poplawski

Les différents responsables du dispositif médical sont :

- Le directeur de course **Monsieur FOUCAT Didier : 06.83.42.08.36**
- Le médecin de course, la docteur **HUBRECHT Charlotte : 06.98.04.02.97**
- Le coordonnateur sécurité **Monsieur FOUCAT Didier : 06.83.42.08.36**

FF Athétisme

Pour les personnes mineures, leur participation à cette compétition est soumise à la présentation obligatoire à l'organisateur soit :

- D'une licence Athlé Compétition, Athlé Entreprise, Athlé Running délivrée par la FFA, ou d'un « Pass' J'aime Courir » délivré par la FFA et complété par le médecin, en cours de validité à la date de la manifestation. Les autres licences délivrées par la FFA (Santé, Encadrement et Découverte) ne sont pas acceptées ;
- D'une licence sportive, en cours de validité à la date de la manifestation, sur laquelle doit apparaître, par tous moyens, la non-contre-indication à la pratique du sport en compétition, de l'athlétisme en compétition ou de la course à pied en compétition et délivrée par une des fédérations partenaires de la FFA.
- L'athlète et les personnes exerçant l'autorité parentale renseignent conjointement un questionnaire relatif à son état de santé dont le contenu est précisé par arrêté conjoint du ministre chargé de la santé et du ministre chargé des sports.

Les personnes exerçant l'autorité parentale sur le mineur attestent auprès de la FFA que chacune des rubriques du questionnaire donne lieu à une réponse négative. A défaut, elles sont tenues de produire un certificat médical attestant de l'absence de contre-indication à la pratique de l'athlétisme ou de la discipline concernée datant de moins de six mois.

Pour les personnes majeures, leur participation à cette compétition est soumise à la présentation obligatoire à l'organisateur soit :

- D'une licence Athlé Compétition, Athlé Entreprise, Athlé Running délivrée par la FFA, ou d'un « Pass' J'aime Courir » délivré par la FFA et complété par le médecin, en cours de validité à la date de la manifestation. Les autres licences délivrées par la FFA (Santé et Encadrement ne sont pas acceptées ;
- D'une attestation (papier, électronique ou de type QR Code) indiquant que la personne a réalisé le Parcours de Prévention Santé (ou « PPS ») mis en place par la FFA via sa plateforme dédiée dont les conditions d'utilisation seront établies également par cette dernière. Pour être valable, le PPS doit avoir été effectué au maximum trois mois avant la date de la manifestation à laquelle la personne souhaite s'inscrire.

Le maire de la ville prend par arrêté, toutes mesures restrictives qui peuvent lui paraître nécessaires pour assurer la sécurité des participants, des spectateurs ou la protection des biens lors du déroulement de l'épreuve, ainsi que les interdictions de circulation, de stationnement et déviations si nécessaire.

A titre exceptionnel, et seulement pour la diffusion d'informations ou de consignes de sécurité, les organisateurs peuvent utiliser des installations sonores. Toute émission publicitaire, commerciale et la distribution à la volée de prospectus, imprimés, échantillons sont interdites.

La diffusion d'éléments sonores couverts par des droits sur la propriété intellectuelle ne sera possible que sur justification d'une autorisation de la SACEM.

Le fait de contrevenir aux dispositions du présent récépissé est puni conformément à l'article R. 331-17-2 du Code du Sport, sans préjudice des pénalités plus graves prévues, le cas échéant par les lois et règlements en vigueur.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Central de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Publié le : 16/01/2026

Fait à Pau, le 14 janvier 2026